



Accord-cadre n° 2025-026 MAINTENANCE MAT RIE
passée en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1, L. 2124-2, R.2162-2 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVE
PARTICULIERES
(CCAP)***

**ACCORD CADRE RELATIF A LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE
(DEPANNAGE ET TRAVAUX) DU MATERIEL DE LA RESTAURATION COLLECTIVE
DE SANTE PUBLIQUE FRANCE SITUE A SAINT MAURICE 94415**

Personne publique Maître d'ouvrage

Santé publique France
Madame la Directrice Générale
12 rue du Val d'Osne
94415 Saint Maurice Cedex
Tel : 01 41 79 67 00
Fax : 01 41 79 69 59

Web : www.santepubliquefrance.fr
Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

.ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES - INTERVENANTS

.ARTICLE 2 : NATURE DES PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE

.ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

.ARTICLE 4 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE

.ARTICLE 5 : PRIX DE L'ACCORD-CADRE

.ARTICLE 6 : AVANCE

.ARTICLE 7 : ACOMPTES ET SOLDES

.ARTICLE 8 : EXECUTION DES PRESTATIONS

.ARTICLE 9 : REFACTIONS ET PENALITES

.ARTICLE 10 : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

.ARTICLE 11 : CONDITIONS DE RESILATION

.ARTICLE 12 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

.ARTICLE 13 : PERSONNEL DU TITULAIRE

.ARTICLE 14 : TRANSMISSION DES DOCUMENTS FISCAUX ET SOCIAUX

.ARTICLE 15 : LITIGES

.ARTICLE 16 : CORRESPONDANTS

.ARTICLE 17 : RESPONSABILITES ET ASSURANCES

.ARTICLE 18 : GARANTIES (MAINTENANCE CORRECTIVE)

.ARTICLE 19 : CLAUSE SOCIALE

.ARTICLE 20 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

.ARTICLE 21 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

.ARTICLE 22 : CLAUSE DE REEXAMEN

.ARTICLE 23 : DEROGATIONS CCAG-FCS

.ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES – PARTIES CONTRACTANTES

1.1 / Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la maintenance préventive et corrective (dépannage et travaux) du matériel de la restauration collective de Santé publique France situé à Saint Maurice 94415.

1.2 / Dispositions générales

Il s'agit d'un accord cadre mono attributaire conformément aux articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, composé de deux parties distinctes.

- D'une part, une partie à prix forfaitaire pour la maintenance préventive et corrective (dépannages et travaux pour les pièces inférieures à 100 € H.T), et les vérifications nécessaires à un état de fonctionnement dit normal et sécuritaire. Ces prestations sont traitées à prix global forfaitaire annuel.
- D'autre part, une partie à bons de commande pour la maintenance corrective (dépannages et travaux pour les pièces inférieures à 100 € H.T) dont les prestations ponctuelles sont traitées sur la base du bordereau de prix unitaire et sont exécutées, après l'établissement d'un devis, par l'émission de bons de commande selon la survenance des besoins.

Maintenance corrective : Maintenance effectuée après défaillance.

L'accord cadre est conclu pour la partie à bons de commande et pour chaque période de marché avec un maximum de 20.000 € TTC pour la maintenance corrective.

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1-1° du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est composé d'un seul lot.

La description et les spécifications techniques des matériels de la restauration sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (un CCTP) de l'accord-cadre.

Les notifications et communications entre Santé publique France et le titulaire relatives aux prestations de l'accord-cadre se font par le biais d'ordres de service.

Ces documents sont écrits, ils sont datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou son représentant. Les ordres de service réglementent l'ensemble des échanges entre Santé publique France et le titulaire.

Ils sont adressés en deux exemplaires au titulaire ; celui-ci renvoie dans un délai de 8 jours au représentant du pouvoir adjudicateur l'un des deux exemplaires après y avoir apposé sa signature et la date de signature. Au-delà du délai de 8 jours, l'ordre de service est considéré comme accepté.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au représentant du pouvoir

adjudicateur dans un délai de 8 jours, décompté ainsi qu'il est précisé aux dispositions du l'article 3.8 du CCAG-FCS.

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au titulaire, qui a seul qualité pour présenter les réserves.

En cas de groupements, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

.ARTICLE 2 : NATURE DES PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE

Santé publique France a fourni un bilan le plus récent disponible des installations permettant au titulaire de l'accord-cadre d'avoir un bon aperçu de « l'état des lieux ». Par conséquent, le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de la situation du site, notamment en raison de la visite effectuée au moment de la passation de l'accord-cadre.

Pour les dispositions relatives à l'état des lieux : voir les dispositions du CCTP.

L'accord-cadre comprend des prestations régulières comprises dans le forfait annuel ainsi que des prestations ponctuelles sur commande.

Prestations au forfait

L'accord-cadre du titulaire comprend un ensemble des prestations prévues dans le présent CCAP et le CCTP.

Elles comprennent les tâches énumérées ci-après :

- la maintenance préventive systématique.

Elle a pour but de réduire les risques de panne et de conserver les performances des installations.

- La maintenance préventive conditionnelle.

Les interventions effectuées au titre de la maintenance préventive conditionnelle et qui résultent notamment des mesures ou constatations faites lors des visites, ont pour objet le maintien en état de fonctionnement des matériels et équipements.

- La maintenance corrective « palliative ».

Il s'agit essentiellement des opérations de dépannages, des mesures conservatoires avant réparation définitive.

- Les interventions de la maintenance corrective pour les pièces et éléments en dessous du seuil de 100 € H.T et toutes mesures conservatoires.

- La coordination, le suivi, le contrôle et l'optimisation des interventions des agents du titulaire et des sous-traitants, et la gestion du personnel.

- L'élimination réglementaire (tri et valorisation) des déchets banaux et industriels consécutifs à l'application de l'accord-cadre.

- L'application des consignes de sécurité.

- L'assistance au représentant du pouvoir adjudicateur pour toute question liée aux équipements objets du présent accord-cadre.

Les personnels en charge de ces vérifications devront impérativement avoir les connaissances et habilitations nécessaires.

Prestations hors forfait

Ne sont pas comprises dans la maintenance (rémunération) forfaitaire :

- pour les opérations de maintenance préventive et corrective incluses au forfait : la fourniture de toutes pièces détachées dont le coût unitaire d'achat attesté par la facture du fournisseur, toute remise déduite, est supérieur à 100 € H.T,
- les réparations résultant d'un usage anormal ou d'une dégradation délibérée, sauf si ces dommages sont le fait du personnel du titulaire.

Dispositions des bons de commande

Les interventions effectuées au titre de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance totale ou partielle, d'altération ou cessation d'un bien à accomplir la fonction requise.

Les travaux liés à la maintenance corrective (supérieur à 100 € H.T) font l'objet de prestations sur devis sur la base du bordereau de prix (annexe de l'ATTRI 1).

Le coût horaire de la main d'œuvre et le coefficient serviront de base pour l'établissement des devis, des bons de commande et la facturation de ces travaux.

Pour toutes les pièces utilisées, le titulaire fournit une facture acquittée ou une preuve d'achat et mentionne le coefficient appliqué à Santé publique France (à joindre et à mentionner au devis).

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande adressés au titulaire par Santé publique France.

Les bons de commande émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre sont des pièces contractuelles de l'accord-cadre.

Les bons de commande seront envoyés par mail et l'accusé de réception servira de point de départ du délai d'exécution de la prestation.

Chaque bon de commande précise celles des prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée. Il en détermine la quantité.

Les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou le représentant expressément désigné par lui peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande émis en fin de l'accord-cadre pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de trois mois de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Aucune prestation ne peut être réalisée en l'absence de bon de commande.

Le bon de commande comporte les informations suivantes :

- numéro et objet de l'accord-cadre,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro Siret du titulaire,
- le report des coordonnées bancaires ou postales de son compte, portées à l'acte d'engagement,
- les travaux à effectuer,
- le montant des travaux H.T,
- le coefficient utilisé H.T,
- le coût horaire H.T,
- le taux et le montant de T.V.A.,
- le montant des travaux T.T.C,
- la date.

Exception à l'exclusivité du titulaire :

1° Santé publique France pourra valablement recourir à un tiers en cas d'incapacité du titulaire de l'accord-cadre de lui fournir les prestations en cas de rupture des pièces détachées qu'il devait avoir en stock ou sur commandes dans certains délais.

2° Si l'appareil (ex : four) n'est pas réparable, ou si le coût de réparation était disproportionné par rapport au coût d'achat d'un appareil neuf Santé publique France procédera à une mise en concurrence propre à ce remplacement à laquelle le titulaire du marché pourra participer.

Dans tous les cas, le nouveau matériel sera pris en compte et en charge par la maintenance du contrat sans modification ou avenant. Le titulaire assurera toutefois la maintenance et la prise en compte de la période de garantie dans les opérations préventives, curatives ou pour toute défaillance relevée au cours de la période de garantie. Il assurera les mesures correctives avec le fabricant permettant la remise en fonction du matériel.

.ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité :

- 1) l'acte d'engagement (ATTRI 1) de l'accord-cadre signé par le pouvoir adjudicateur ou par son représentant et par le titulaire (des cotraitants) au moment de l'attribution de l'accord-cadre, ce document étant également dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à engager la responsabilité de l'opérateur économique,
- 2) l'annexe n° 1 de l'ATTRI 1 : bordereau de prix forfaitaires relatif à la maintenance préventive,
- 3) l'annexe n° 2 de l'ATTRI 1 : bordereau de prix relatif à la maintenance corrective,
(Annexes dûment complétées, datées et signées par une personne habilitée à engager la responsabilité de l'opérateur économique),
- 4) l'annexe n° 3 de l'ATTRI 1 : bordereau de prix relatif à l'astreinte,
- 5) en cas de groupement conjoint uniquement, une note (qui constituera l'annexe 3 à l'acte d'engagement) précisant le montant et la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter),
- 6) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- 7) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- 8) le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures et services courants, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (La pièce n'est pas jointe à l'accord-cadre),
- 9) les normes en vigueur s'appliquant au regard de l'objet du présent accord-cadre,
- 10) les bons de commande émis,
- 11) les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre,
- 12) l'offre technique du candidat.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance des conditions d'accès et de circulation, des contraintes d'installation et de sécurité, des règlements applicables sur le site.

. ARTICLE 4 : DUREE DE L'ACCORD

L'accord-cadre est conclu pour une durée de douze (12) mois, à compter de sa notification au Titulaire. Il est renouvelable deux (2) fois par tacite reconduction, par période de douze (12) mois sans que la durée globale du marché ne puisse excéder 36 mois.

Le titulaire de l'accord cadre ne peut s'opposer à la reconduction.

Sur décision expresse, le pouvoir adjudicateur peut décider de ne pas reconduire l'accord-cadre et en informe le titulaire dans le respect d'un préavis de deux mois avant la date anniversaire de notification du marché. L'absence de reconduction de l'accord-cadre ne donnera pas lieu à un versement d'indemnité au profit du titulaire.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ils pourront être exécutoires au-delà de trois mois de la durée de l'accord-cadre.

. ARTICLE 5 : PRIX DE L'ACCORD-CADRE

5.1 / Contenu du prix

Les prix comprennent également la rémunération de toutes les dépenses liées au contrat, y compris les frais généraux, les frais d'assurance, les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la fourniture et à l'entretien des matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations de l'accord-cadre. Les prix devront également comprendre la marge du titulaire.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé le « mois zéro ».

Prestations au forfait

Le prix de base annuel de l'entretien, globale et forfaitaire dans le bordereau de prix de l'annexe 1 de l'ATTRI 1.

Les prix sont réputés comprendre toutes les opérations et prestations nécessaires à la réalisation de l'entretien des matériels de Santé publique France.

Prestations hors forfait

Les interventions non comprises dans le prix forfaitaire de l'accord-cadre sont réglées sur la base de devis détaillés (pièces et main d'œuvre) suivant le bordereau de prix unitaires de l'annexe 2 de l'ATTRI 1 relative à la maintenance corrective. Les prix des pièces détachées devront être attestés selon le prix du constructeur, sur lequel sera affecté le coefficient contractuel conforme à l'annexe visée ci-dessus.

5.2 / Variations dans les prix

Les prix du présent accord cadre figurant dans les bordereaux de prix en annexe 1 et 2 de l'ATTRI 1 sont révisibles annuellement, en cas de reconduction, à la date anniversaire de notification du présent accord cadre, par application de la formule suivante :

La révision est calculée à partir de la formule contractuelle définie ci-dessous :

$$P = P_0 \times \left[0,3 + 0,7 \times \left[0,2 \times \frac{ICHT}{ICHTM_0} + 0,8 \times \frac{EBIQ}{EBIQM_0} \right] \right]$$

Les valeurs des différents indices sont publiées sur le site www.indices.insee.fr et correspondent :

- pour la valeur initiale : au mois de la date limite de réception des offres ;
- pour la valeur finale : le dernier indice définitif connu au premier jour du mois de la période de révision considérée.

La valeur ICHT représente l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges –Secteur : activités spécialisées, scientifiques et techniques – Identifiant 001565195.

La valeur EBIQ représente l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - MIG EBIQ - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements – Identifiant 0107644358 ;

Les différents paramètres de la formule sont définis ci-dessous :

- P = prix révisé hors taxes ;
- Po = prix initial hors taxes ;
- ICHTM0 = valeur initiale en vigueur au mois de la date limite de remise des offres (DLRO) ;
- ICHT = = valeur finale, valeur de l'indice définitif connue relevée au premier jour de la période de révision concernée;
- EBIQM0 = valeur initiale en vigueur au mois de la date limite de remise des offres (DLRO) ;
- EBIQ = valeur finale, valeur de l'indice définitif connue relevée au premier jour de la période de révision concernée.

En cas de révision intervenant entre le moment de la commande et l'exécution, l'élément à prendre en considération pour déterminer les prix applicables est la date d'émission du bon de commande.

Clause de sauvegarde :

Lorsque l'application des révisions entraîne une augmentation des prix de plus de 4 % par rapport à l'année précédente, le pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité.

NB : cet article déroge à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS.

5.3 / Mode et délai de paiement

5.3.1 : Mode de paiement

Les prestations sont réglées par virement bancaire. Les références du ou des comptes bancaires ou postaux sur lesquels les paiements devront être effectués sont indiquées dans l'ATTRI1 : un RIB ou un RIP est joint (compte unique en cas de groupement solidaire/un compte par membre du groupement en cas de groupement conjoint).

5.3.2 : Répartition des paiements

L'acte d'engagement (ATTRI1) indiquera ce qui doit être réglé à l'opérateur économique titulaire (en cas d'opérateur économique individuel) et à ses sous-traitants ou à l'opérateur économique mandataire (en cas de groupement) et à ses cotraitants et sous-traitants. Si l'acte d'engagement (ATTRI1) ne fixe pas la répartition des sommes à payer à l'opérateur économique et à ses sous-traitants, cette répartition résultera de l'acte spécial de sous-traitance.

5.3.3 : Délai de paiement

L'agent comptable de Santé publique France règle les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure. Le non-paiement dans les délais des

sommes dues par Santé publique France en application du présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au profit du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux de ces intérêts est le taux de refinancement de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

De plus une indemnité de 40 € pour frais de recouvrement, montant forfaitaire par facture payée en retard, est dû dès le 1er jour de retard.

5.3.4 : Suspension du délai de paiement

Le délai de 30 jours peut être suspendu par l'envoi d'un courrier postal ou d'un mail indiquant les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au règlement. Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au paiement, le délai de paiement est prolongé d'une période de suspension dont la durée est égale au retard qui en résulte.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi, par Santé Publique France au titulaire, huit jours au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'un email avec accusé réception, lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Cet email doit indiquer qu'il a pour effet de suspendre le délai de paiement.

La suspension débute au jour de réception par le titulaire de cet email avec accusé réception.

Il prend fin au jour de réception par Santé Publique France de l'email, envoyé par le titulaire avec accusé réception, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global de paiement est ouvert : il est de 30 jours.

5.4 / Cotraitants et sous-traitants

5.4.1 : Cotraitants

Dans l'hypothèse où cet accord-cadre était passé avec des opérateurs économiques groupés solidaires, les travaux font l'objet d'un paiement à compte unique auprès du mandataire.

Dans l'hypothèse où cet accord-cadre était passé avec des opérateurs économiques groupés conjoints, les travaux font l'objet d'un paiement à chaque compte d'opérateur économique, en fonction de la note remise par le groupement précisant le montant et la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

5.4.2 : Désignation d'un sous-traitant en cours de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, à l'article L.2193-1 à L.2193-14 de la partie législative du code de la commande publique et aux articles R.2193-1 à l'article R.2193-22 de la partie réglementaire du code de la commande publique, les prestations de travaux et d'entretien peuvent faire l'objet d'un contrat de sous-traitance conclu entre le titulaire et un opérateur économique prestataire.

Toutefois, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution d'une partie de ces travaux qu'à la condition expresse d'avoir obtenu du maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par acte spécial signé par le maître d'ouvrage et par le titulaire qui conclut le contrat de sous-traitance ; si cet entrepreneur est un cotraitant, un acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'acte spécial (formulaire DC4 disponible sur le site minefi.fr) indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance,
- les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes,
- la date (ou le mois) d'établissement des prix,
- les modalités de révision de prix,
- les situations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses,
- le comptable assignataire des paiements,
- le compte à créditer.

En plus de l'acte spécial de sous-traitance (imprimé DC 4), le titulaire doit joindre :

- une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-11 du code de la commande publique, et être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- les attestations sociales et fiscales justifiant que l'opérateur économique est à jour de ses cotisations à la fin de l'année civile précédant la demande.
- pour évaluer les capacités professionnelles du sous-traitant : la présentation d'une liste de travaux (références), effectuées en propre par le sous-traitant, au cours des cinq dernières années, ou une certification QUALIBAT en lien avec l'objet du marché;
- pour évaluer les capacités financières du sous-traitant : une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant la prestation à réaliser au cours des trois dernières années ;
- un relevé d'identité bancaire et un Kbis ;
- une assurance décennale (si nécessaire).

L'obtention de l'agrément par le pouvoir adjudicateur conditionne l'intervention du sous-traitant sur le chantier.

Le titulaire doit informer le sous-traitant de son agrément et de l'acceptation des conditions de paiement en lui fournissant une copie de cet acte spécial. Cette absence d'information entraînera l'application par Santé Publique France des pénalités prévues au présent CCAP. La date retenue pour le début sera la date de notification de l'acte spécial.

5.4.3 : Modalités de paiement des sous-traitants : droit au paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Les règlements directs au profit d'éventuels sous-traitants s'effectuent sur la base de mémoires ou de factures établis par eux et acceptés par le Titulaire, avant leur transmission à Santé publique France.

5.5 : Facturation et paiement

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution de l'accord cadre s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique, après service fait.

Prestations au forfait

Santé publique France souhaite une facturation trimestrielle des prestations à terme échu, objet du présent accord-cadre, correspondant aux trimestres de l'année civile. La facturation trimestrielle est égale à 1/4 du prix annuel, quel que soit le mois de l'année.

La facture doit être établie, au plus tôt, le dernier jour du troisième mois d'exécution de la prestation considérée, elle doit rappeler les éléments suivants :

- Numéro et objet de l'accord-cadre ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro Siret du titulaire ;
- Le report des coordonnées bancaires ou postales de son compte, portées à l'acte d'engagement ;
- La prestation effectuée, détaillée au moins pour ce qui concerne la période facturée, ;
- Le montant H.T. ;
- Le taux et le montant de T.V.A. ;
- Le montant T.T.C. à payer ;
- La date.

Prestations hors forfait

Le titulaire transmet à Santé publique France après la réception de la facture correspondante des prestations réalisées ainsi qu'une fiche de réception de fin d'intervention.

Chaque bon de commande donne lieu à un règlement définitif, après vérification et admission des prestations correspondantes dans les conditions fixées au présent accord-cadre, et après déduction, s'il y a lieu, de l'avance.

Les montants facturés seront éventuellement réduits des montants dus par le Titulaire au titre des réfections ou pénalités prévues par le présent CCAP.

Les paiements s'effectuent sur présentation de factures détaillées (facture à chaque bon de commande) établies en un exemplaire original, portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la référence et l'objet de l'accord-cadre ;
- le nom et adresse du titulaire ;
- le n° du compte bancaire ou postal ;
- le numéro et date du bon de commande ;
- la quantité et la dénomination précise des fournitures ;
- la copie du bon de commande ;
- le montant total HT ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant de la commande globale TTC.

En application de la réglementation (Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et Décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, notamment), la transmission des factures doit se faire sous format électronique via le portail "Chorus Pro" spécialement mis en œuvre à cet effet.

Les factures doivent être envoyées sur Chorus Pro à partir de l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr>

N° chorus : 13002233800011
Santé publique France
Service des factures publiques

Dans le cas où cette obligation ne s'impose pas au titulaire au moment de la notification de l'accord-cadre et qu'il ne lui est pas possible de la mettre en œuvre par anticipation, les factures doivent être adressées en version dématérialisée au format PDF non signé à :

sfact@santepubliquefrance.fr

Exception en cas de décision unilatérale de SPF de doubler les envois CHORUS PRO par des envois par email ou en cas de problème technique

SPF pourra toutefois décider unilatéralement de ne pas mettre en place la gestion dématérialisée des paiements décrite ci-dessus. A sa demande expresse et seulement dans ce cas, le circuit de présentation des factures sera en format dématérialisé Excel ou papier envoyé au représentant du pouvoir adjudicateur. En tant que de besoin, le titulaire joindra à son envoi une copie des factures des sous-traitants.

Les documents listés ci-dessus pourront également être remis en main propre, adressés en lettre recommandée avec accusé de réception ou par email à gerald.vansteene@santepubliquefrance.fr

5.6 : Modalités de paiement

Santé publique France se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en domiciliaant ses paiements au crédit du compte ouvert du titulaire tel qu'indiqué dans l'ATTRI 1.

La modification des coordonnées bancaires du titulaire donnera lieu à la passation d'un avenant.

Les renseignements relatifs à l'imputation des dépenses, au nantissement, à la désignation de l'ordonnateur et comptable assignataire sont les suivantes :

- ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement : le Directeur général par intérim de Santé publique France,
- comptable assignataire des paiements : l'Agent comptable.

.ARTICLE 6 : AVANCE

Partie forfaitaire : Si les conditions du code de la commande publique sont réunies, et sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est accordée conformément aux articles R.2191-3 et R.2191-16 à R.2191-19 du Code de la commande publique.

L'avance est égale à 10 % du montant du marché en application de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

Partie à bons de commande : dispositions non applicables.

.ARTICLE 7 : ACOMPTES

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. La périodicité de versement des acomptes est de trois mois maximum.

Le versement de l'acompte ne pourra intervenir que sur présentation des justificatifs attestant des prestations effectivement réalisées et des montants correspondants.

Les acomptes ne constituent pas des règlements partiels définitifs au sens des dispositions de l'article R2191-26 du code de la commande publique.

.ARTICLE 8 : EXECUTION DES PRESTATIONS

Voir les dispositions du CCTP.

ARTICLE 9 : REFACTIONS ET PENALITES

Toute infraction à l'une ou l'autre des conditions générales ou particulières spécifiées au C.C.P sera constatée par un rapport spécial du représentant du pouvoir adjudicateur et sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues aux articles 22 à 25 du Cahier des clauses Administratives Générales aux marchés de fournitures courantes et de services.

De plus, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

9.1 / Réfactions

Cas des prestations non exécutées

Selon les modalités de l'article 30.3 du CCAG/FCS et dans le cas où une prestation ne serait pas exécutée, le montant de la réfaction correspond directement à la quantité de prestation inexécutée, calculée sur la base des prix forfaitaire de l'annexe 1 de l'ATTRI 1 ou des prix contenus dans les devis concernés.

En cas de difficulté pour évaluer le prix unitaire de la prestation non exécutée, ce prix sera calculé à partir du montant annuel de la prestation concernée, pondéré en fonction de la périodicité prévue pour cette prestation.

Les coefficients de pondération retenus sont les suivants :

- prestation prévue toute les 4 semaines : 1 / 6,
- prestation de périodicité semestrielle : 1 / 2
- prestation de périodicité annuelle : 1.

9.2 / Pénalités

Toute infraction à l'une ou l'autre des conditions générales ou particulières spécifiées au présent C.C.P sera constatée par un rapport spécial du représentant du pouvoir adjudicateur et sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 14 CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités listées ci-dessous.

- Si le taux de disponibilité des matériels est inférieur à 98 % sur trois mois glissant de la période d'ouverture de Santé publique France (7 h à 23 h 30 les jours ouvrés), une pénalité d'un montant égal à 150 € H.T par tranche de 24 h est applicable.

Ne seront pas retenues comme heures d'indisponibilité, pour le calcul des pénalités :

- les heures situées en dehors des plages horaires d'ouverture des jours ouvrés de Santé publique France ;
- les heures correspondant à des travaux de grosses réparations à la condition qu'ils aient été programmés en accord avec le client.

Le candidat ayant obligation de résultat, sont considérées comme heures d'indisponibilité toutes heures commencées au-delà du délai d'intervention contractuel.

- Maintenance préventive et corrective : le titulaire devra planifier et réaliser les maintenances préventives (telles que décrites au CCTP) selon la périodicité prévue sans décalage de plus de 5 jours ouvrés (fréquence prévue) sous peine d'une pénalité de 100 € H.T par jour supplémentaire de décalage. De même, pour la visite annuelle de contrôle réglementaire décrite au CCTP, l'absence d'un technicien lors du passage du bureau de contrôle entraînera une pénalité de 400 € H.T si le titulaire est informé dans les délais (par mail) de la date d'intervention. Enfin, en cas d'intervention de dépannage, le non-respect des délais d'intervention ou de mise en conformité des installations dans les délais entraînera une pénalité de 150 € H.T par jour de retard.

- Bon de travail relatif à la maintenance préventive et curative ou de toute intervention : A l'issue de chaque intervention le titulaire devra communiquer un bon de travail par email relatif à l'intervention, et cela dans un délai de 24h après la fin de l'intervention. L'absence de transmission d'un bon entraînera une pénalité équivalente à 50 € H.T par bon manquant et par jour de retard.

- Le titulaire s'engage à la transmission des rapports dans les 8 jours suivant la « date anniversaire » des périodes considérées. Au-delà de cette période, le titulaire s'expose à une pénalité de 50 € H.T par jour de retard.

- Cerfa réglementaire pour les fluides frigorigènes. Le titulaire devra réglementairement communiquer le formulaire Cerfa 15497*04 après chaque intervention avec une détection de fuite et ou un complément de fluide frigorigène rendu nécessaire. L'absence de transmission du formulaire dans les 8 jours suivant l'intervention pourra entraîner une pénalité de 50 € H.T par jour de retard.

- Devis dans le délai fixé : Le titulaire devra après intervention, diagnostic et identification des pièces à remplacer, la transmission d'un devis à Santé publique France pour les éléments qui ne rentrent pas dans le forfait et ce dans un délai de 72h maximum. Au-delà, le titulaire s'expose à une pénalité de 50 € H.T par jours de retard.

Perte de denrées consommables : Le titulaire, en cas de faute avérée (hors cas de force majeure), devra le remboursement des denrées consommables perdues pour cause de retard dans l'intervention qui doit être faite sous 2h00.

Non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 A L.8221-5 du code du travail

Conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, en cas de non-respect des formalités prévues aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité de 100 Euros H.T par jour de retard, après mise en demeure demeurée sans effet au terme du délai de 15 jours fixé par l'article R. 8222-3 du code du travail. L'application de cette pénalité est plafonnée dans les limites fixées au 1er alinéa de l'article L. 8222-6 du code du travail.

Non-respect des clauses d'insertion sociale et environnementales

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entreprise titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure infructueuse par Santé publique France.

Cette pénalité sera également applicable en cas de refus de transmission des documents permettant le contrôle de la mise en place des dispositions relatives à l'insertion sociale et à l'environnement.

Dispositions générales

Quel que soit la cause des pénalités, les réductions et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, Santé publique France pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables. Les pénalités sont applicables de plein droit et ne font pas obstacle à l'application des possibilités de résiliation de l'accord-cadre.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 € H.T.

Les pénalités prévues par le présent accord-cadre ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

ARTICLE 10 : VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

S'agissant des prestations du présent accord-cadre, les opérations de vérification s'effectuent conformément aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS, et selon les dispositions décrites ci-dessous en dérogation avec le CCAG-FCS.

Elles ont pour but de constater la conformité des prestations fournies aux spécifications de l'accord-cadre.

Il est rappelé que la réception est l'acte par lequel Santé publique France accepte avec ou sans réserves, les prestations exécutées par le titulaire en respectant les prescriptions comprises dans le CCTP, les règles techniques, les textes en vigueur, les prescriptions des installateurs et fournisseurs.

Après toute modification des installations effectuées dans le cadre du présent accord-cadre, le prestataire doit également mettre à jour les plans et schémas des installations et transmettre à Santé publique France un exemplaire des plans modifiés et les notices des matériels installés.

ARTICLE 11 : CONDITIONS DE RESILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du chapitre 6 du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.

Il convient en particulier de signaler que les points suivants sont réputés par Santé publique France comme mauvaise exécution de prestation :

- non-respect systématique des délais d'intervention,
- absence de visite d'entretien sur 12 semaines consécutives.

Ils sont de nature à entraîner une résiliation aux frais et risques du titulaire, astreint à une obligation de résultat. Chaque manquement sera notifié à titulaire par tous moyens :

- courriel avec demande de confirmation de lecture,
- courrier en RAR.

ARTICLE 12 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public ;
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale ;
- au respect des 8 conventions fondamentales de l'OIT.

Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Liste nominative du personnel

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit fournir la liste nominative du personnel qui intervient sur le site.

Il s'engage à certifier que ce personnel appartient à l'entrepreneur et que ses conditions d'embauche sont conformes à la réglementation en vigueur par courrier spécifique.

Si une partie des prestations doit être sous-traitée, une liste nominative du personnel et de la régularité de son embauche peut être exigée. Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

Travail dissimulé

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard de l'article L. 8221-1 du code du travail.

Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont conformes à la réglementation en vigueur.

.ARTICLE 13 : PERSONNEL DU TITULAIRE

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, etc...). Tout accident ou maladie, pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation, est entièrement pris en charge par le titulaire qui devra en tenir compte dans le cadre de la prestation.

Le personnel du titulaire est astreint aux mêmes règles de secret et de discrétion que le personnel de Santé publique France.

Le titulaire doit se conformer aux obligations de formations de son personnel prévues à l'article R.125-2-1.I du code de la construction et de l'Habitation dans les conditions prévues à l'article 9 du décret n°95-826 du 30 juin 1995. En cas de violation de cette mesure, la personne publique pourra résilier le contrat aux torts du titulaire.

Composition des équipes

Le personnel de maintenance mis en place par le titulaire sera indiqué dans le mémoire justificatif obligatoirement inclus dans l'offre.

Après acceptation par Santé publique France de cette organisation, celle-ci deviendra une pièce contractuelle de l'accord-cadre.

Désignation des agents

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées pour la maintenance des pièces, des matériels, des installations ou équipements, objet du présent accord-cadre.

Les personnes désignées par le titulaire posséderont la qualification professionnelle et l'habilitation et/ou les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur seront confiées, ainsi que la parfaite connaissance du site. Cette connaissance du site sera requise également pour le personnel intervenant au titre des permanences et astreintes.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le chef est nommément désigné par le titulaire. Il est l'interlocuteur normal du représentant de Santé publique France. Tout changement de chef est soumis à l'agrément préalable de Santé publique France.

Santé publique France peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres.

Pour l'application des consignes d'accès, le titulaire remettra à Santé publique France la liste nominative du personnel d'intervention.

Tenue et comportement du Personnel

Le titulaire est seul responsable des contraventions aux lois, règlements et normes en vigueur et ne peut exercer aucun recours contre Santé publique France en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu sous sa responsabilité, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de Santé publique France, et pour les tiers. Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, en outre, de garantir

Santé publique France de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

Le titulaire doit se soumettre aux sujétions spéciales et aux règlements relatifs à l'exécution des travaux dans l'enceinte des bâtiments de Santé publique France. Il doit, en particulier, instruire son personnel et attirer l'attention de ce dernier sur les mesures de sécurité à prendre.

En outre, il ne doit pas omettre, le cas échéant, de saisir l'Inspecteur du Travail, dans les délais prescrits, de tout accident survenu à son personnel, à l'occasion des travaux exécutés pour le compte de Santé publique France.

Le titulaire est responsable également :

- des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants, par l'exécution de ses travaux.
- des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant à Santé publique France, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations.
- du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux de Santé publique France.

.ARTICLE 14 : TRANSMISSION DES DOCUMENTS FISCAUX ET SOCIAUX

L'accord-cadre ne pourra être attribué à l'entrepreneur retenu que sous réserve que celui-ci produise, dans un délai de 5 jours à compter de la demande écrite de Santé publique France, les certificats fiscaux et sociaux délivrés par l'administration et organismes compétents.

.ARTICLE 15 : LITIGES

Les litiges touchant le présent accord-cadre seront soumis à la compétence du tribunal administratif de Melun après tentative de conciliation préalable.

.ARTICLE 16: CORRESPONDANTS

Après la notification l'accord-cadre, le titulaire communique dans un délai de quatre jours, les coordonnées des personnes "correspondants" des Services généraux et de l'immobilier de Santé publique France.

Si au cours de l'exécution du présent accord-cadre, les personnes désignées ci-dessus venaient à être remplacées, le titulaire a obligation de prévenir Santé publique France et de lui communiquer les nouvelles coordonnées.

. ARTICLE 17: RESPONSABILITES ET ASSURANCES

17.1 - Responsabilités

Le prestataire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à Santé publique France ou à des tiers.

17.2 - Assurances

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux et prestations objet du présent contrat.

Le titulaire du contrat d'entretien assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, à ceux du propriétaire ou à ceux de tiers.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers ou au propriétaire à l'occasion des interventions.

Le titulaire doit pouvoir produire chaque année ou sur toute demande de Santé publique France une attestation indiquant qu'il est à jour du règlement des primes d'assurance correspondantes à l'activité de l'entreprise (nature du contrat, montant, durée de la garantie et franchise éventuelle).

Les factures d'entretien doivent mentionner les références de la police d'assurance souscrite par l'entreprise d'entretien et ses dates de prise d'effet et d'expiration

Préalablement à la signature de l'accord-cadre, le prestataire retenu par Santé publique France, doit communiquer à cette dernière, et sans que celle-ci ait à le solliciter, une attestation de moins de trois mois, de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Dans le cas où lesdits plafonds de garantie seraient jugés insuffisants au regard de l'importance des risques à couvrir, Santé publique France se réserve la possibilité de demander au prestataire de souscrire un complément de garantie à ses seuls frais.

Tout au long de la durée du contrat, le titulaire devra selon des périodicités définies contractuellement, produire une attestation prouvant qu'il est à jour de ses primes d'assurance. En cas de violation de cette disposition, Santé publique France pourra résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire.

. ARTICLE 18 : GARANTIES (MAINTENANCE CORRECTIVE)

Le délai de garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception conformément à l'art 33 du CCAG/FCS. Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement ».

Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans un délai inférieur à la durée fixée contractuellement (1 an), il n'y a pas de facturation pour la seconde réparation.

Pendant les périodes de garantie dues au titre de l'accord-cadre, le titulaire assiste le représentant du pouvoir adjudicateur pour mettre évidence les défauts, défaillances, malfaçons ou non-façons et faire jouer les garanties. Il est tenu de porter à la connaissance du représentant du pouvoir adjudicateur par écrit, l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert et dès qu'il en a connaissance, et de prendre les mesures conservatoires nécessaires.

Pendant ces périodes de garantie, le titulaire prend toutes les dispositions, en accord avec le constructeur ou l'installateur des matériels et équipements, pour assurer la coordination de leurs interventions et le respect de ses propres obligations contractuelles : réglages ou interventions suite à incident au titre de la garantie.

.ARTICLE 19 : CLAUSE SOCIALE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, il est attendu du Titulaire le déploiement de mesures visant à améliorer la santé au travail et le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées.

Le Titulaire devra également décliner les actions sociales présentées dans son offre concernant :

- les actions permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Les publics éligibles sont précisés à l'article 16.1 du CCAG-FCS.
- les mesures mises en œuvre pour lutter contre les discriminations et promouvoir l'égalité femmes-hommes (actions mises en œuvre envers l'ensemble des personnes affectées à l'exécution de l'Accord-cadre, en matière de prévention et de lutte contre les discriminations au travail et promotion de l'égalité femmes-hommes (formation, diagnostic, action de GRH, etc..).
- les mesures visant à améliorer la santé au travail telles que : règles de déconnexion, charte managériale, formations dédiées, enquête(s) de satisfaction et de qualité de vie au travail menées en interne, etc.)
- les labels et certifications obtenus ou en cours d'obtention par l'entreprise dans ce domaine (par exemple : Great place to work, Top employer, B-Corp, etc.).
-

Le Titulaire fournira annuellement un bilan des mesures mises en œuvre et des objectifs atteints. Ces actions doivent permettre d'améliorer l'exécution sociale du contrat. Santé publique France se réserve la possibilité d'effectuer un contrôle des mesures réellement mises en œuvre.

. ARTICLE 20 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

S'agissant de la clause environnementale générale, il est fait application des stipulations de l'article 16.2 du CCAG-FCS, telles que précisées par le présent article : il appartient au Titulaire de respecter scrupuleusement les engagements en matière environnementale qu'il a pris dans son offre.

Dans le cadre de l'exécution du présent Accord-cadre, il est attendu du Titulaire le déploiement d'actions ayant pour objectifs de réduire son impact environnemental.

Ainsi, tout au long de l'exécution de l'Accord-cadre, le Titulaire devra décliner les actions environnementales présentées dans son offre concernant notamment :

- les mesures prises pour limiter l'impact environnemental des prestations : réduction de la consommation d'énergie, diminution des déchets, recyclage, utilisation d'emballage responsable et durable, de papier recyclé ou issu de forêts gérées durablement (FCS, PEFC ou équivalent), encre, etc.
- les mesures prises pour limiter l'impact environnemental des réunions et des déplacements en privilégiant la visioconférence et les transports plus respectueux de l'environnement.

Le Titulaire fournira annuellement un bilan des mesures mises en œuvre et des objectifs atteints. Ces actions doivent permettre d'améliorer l'exécution environnementale du contrat. Santé publique France se réserve la possibilité d'effectuer un contrôle des mesures réellement mises en œuvre.

. ARTICLE 21 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec ce contrat.

En effet, les informations à caractère personnel demandées dans le document de consultation des entreprises sont obligatoires et leur absence compromettrait la candidature, qui deviendrait irrégulière. Suite à la fourniture du dossier de candidature et de l'offre des soumissionnaires, les informations nécessaires seront enregistrées dans un fichier informatisé par le maître d'ouvrage, au sein des services de SPF.

Les données transmises seront utilisées dans la mesure où cela est nécessaire pour assurer l'exécution du contrat. Les informations personnelles sont conservées pendant une durée qui ne saurait excéder dix (10) années.

Les moyens adaptés pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles transmises seront mis en place par les parties, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

L'accès aux données personnelles est strictement limité au personnel nécessitant d'y avoir accès pour la bonne exécution du marché public et, le cas échéant, à ses sous-traitants. Les sous-traitants en question seront soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser les données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable.

En dehors des cas énoncés ci-dessus, les parties s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers les données personnelles transmises dans le cadre du marché, sauf motif légitime contraignant, sans le consentement préalable du propriétaire de la donnée.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le propriétaire des données personnelles bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ces dernières ou encore de limitation du traitement.

En signant le présent marché, le titulaire accepte que les données à caractère personnel qu'il aura fourni soient collectées et traitées par le maître d'ouvrage.

.ARTICLE 22 : CLAUSE DE REEXAMEN

Le présent marché pourra être modifié dans les conditions prévues par les articles L. 2194-1, R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique par avenant. Cette modification fera partie intégrante du marché.

Dans les conditions prévues par le présent marché des prestations de maintenance préventive et corrective pourra être ajoutée par voie d'avenant dans le cas d'utilisation d'un nouveau matériel supplémentaire non listé dans le présent marché (annexe CCTP). Le présent marché sera modifié, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité ou à une modification de prix.

Le devis pour la partie corrective devra être fait sur la base des prix initiaux proposés dans l'offre du titulaire.

.ARTICLE 23 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 1.2 du présent cahier est dérogatoire à l'article 3.8 du C.C.AG - Fournitures courantes et de services.

L'article 9.2 du présent cahier est dérogatoire à l'article 14 du C.C.AG - Fournitures courantes et de services.

L'article 10 du présent cahier est dérogatoire aux articles 27 à 30 du C.C.AG - Fournitures courantes et de services.

L'article 11 du présent cahier est dérogatoire à l'article 41 du C.C.AG - Fournitures courantes et de services.